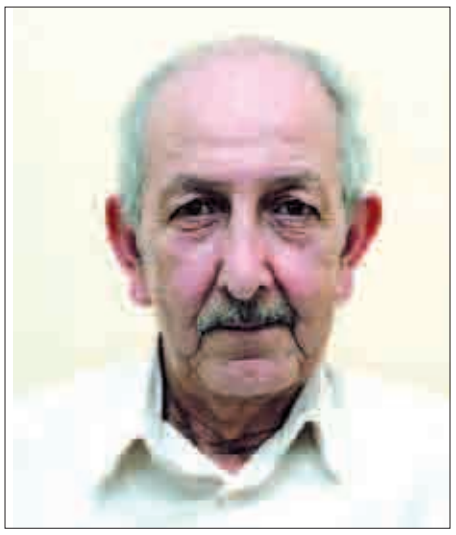
Le Soir
PANORAMA

LETTRE DE PROVINCE

Tripartite : simulacre et laïus de Sellal



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@Yahoo.fr

S'inspirant sans doute des modèles de la négociation prévalant dans les pays avancés, le régime de Zeroual, en accord avec le syndicaliste Benhamouda, alors SG de l'UGTA, recoururent à leur tour à cette fameuse table triangulaire qui, depuis, s'est appelée «tripartite». En se fixant comme objectif la recherche des bons compromis nécessaires à la paix sociale, ils parvinrent, parfois, à faire de ce rendez-vous un temps fort de l'action publique grâce à la capacité de ses acteurs à aboutir à des synthèses satisfaisantes faute de convergences sur le long terme. Au fil des années, elle s'installa durablement dans les mœurs politiques du pays sauf qu'avec l'autoritarisme du pouvoir d'Etat et l'extrême défaillance de l'UGTA, elle n'apparut plus que comme un rituel médiatique, tout à fait aux ordres et au seul bénéfice du régime politique. Comme l'illustraient parfaitement les images du JT de ce jeudi, ce énième tour de table du 18 septembre 2014 n'a pas dérogé aux mauvaises habitudes prises lors des années précédentes. Sous la férule d'un Premier ministre faisant la leçon l'on a entr'aperçu un Sidi Saïd dans la posture d'un élève modèle prenant des notes à la hâte ; de même que l'on a pu apprécier la somnolence inattentive de certains représentants du patronat qui n'attendaient que le moment de parapher le parchemin rédigé à l'avance et dans une langue de bois défraîchie.

C'est que, depuis au moins 2003, la tripartite n'est plus le cadre de véritables échanges de propositions. Encore moins de réelles négociations avec leurs caractères fiévreux et longs qui mobilisent des nuits entières de discussions. Aux mieux, puisque nul n'ignore que tout se décide ailleurs et rien ne doit changer lors de faux symposium, les participants ne sont là que pour recevoir les prix de leur «sagesse».

C'est ainsi qu'au patronat, il sera décerné l'allègement fiscal et la facilitation pour l'accès aux crédits bancaires et pour le faire-valoir syndical la médaille de la « combativité pour avoir abrogé l'article 87-bis gelant l'évolution du SMIG…, mais seulement grâce à la «magnanimité du président de la République» (sic). C'est que ce brave soldat de Sidi Saïd sait bien jouer au modeste mais dont l'ambition demeure intacte pour garder sa sinécure lors du prochain congrès syndical. Reste enfin à s'interroger sur la nature des dividendes que tire le gouvernement de ces messes publiques annuelles. D'abord, il s'efforce de prouver qu'il reste l'unique centre de la synthèse face au front social et les contraintes économiques. Ensuite qu'il est toujours en capacité politique et intellectuelle d'agir en modérateur sur la scène nationale !

C'est ainsi d'ailleurs que l'on a pu apprécier Monsieur Sellal s'attardant sur le concept de la «confiance» et critiquer vertement les «déclinologues» de tous poils qui jouent sur la «méfiance» vis-à-vis du pouvoir ! Ce dernier vocable étant en soi inapproprié, il eût fallu le remplacer par «défiance», lequel est l'exact contraire du mot «confiance» dans les rapports politiques. Ne nous attardons donc pas sur son déficit de subtilité dans l'expression et venons-en à sa leçon d'optimisme et l'état moral du pays. Car si en qualité de Premier ministre, il admet implicitement que la société algérienne manque de sérénité, c'est que le pessimisme qui l'affecte vient de plus haut.

Contagieux, il n'épargne ni le microcosme des affaires ni les exécutants de base que sont les fonctionnaires, si nécessaires à la bonne marche des administrations. Avec un chef de l'Etat confiné dans une solitude muette malgré une rocambolesque réélection, le malaise national ne pouvait que se transformer en un sentiment de l'échec et la certitude que l'Algérie est de moins en moins à l'abri des instabilités institutionnelles.

L'illusion ayant fait son temps, le spectacle que donne le pouvoir est désormais tout autre. C'est parce qu'il a longtemps donné à croire que sous sa conduite le pays inaugurait une autre ère qu'il est actuellement critiqué sur ses passifs, mais pas seulement. Car l'opinion fait également grief au chef de l'Etat de n'avoir pas su se retirer quand le grand âge sonnait à sa porte.

C'est justement cette sensation pénible et profondément intériorisée comme un irrespect aux pactes constitutionnels qui discrédite désormais son magistère et inocule dans les esprits la gravissime idée de sa dé-légitimation. En clair, c'est bien moins sa boulimie du pouvoir de 2009 que sa surréaliste reconduction en avril dernier qui annonce le déclin de l'Algérie.

Comme quoi, l'on ne devrait pas faire de mauvais procès aux scrutateurs du ciel politique du pays au moment où celui-ci est dans le brouillard total.

B. H.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

Commémoration

Les années n'effacent pas le souvenir
d'ABOUBEKR BELKAÏD
assassiné en septembre 1995.
Sa famille et ses amis se recueilleront
sur sa tombe le vendredi 26 septembre
2014 à 10 heures au cimetière El Alia
(Carré des moudjahidine).

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

J'veux bien le balancer, mais où ?

Démissionnaire de la présidence du FCE, Hamiani pressenti à la tête de…

… L'UGTA !

La vidéo a été vue des millions de fois en quelques jours à peine. Un député ukrainien, Vitaly Zhuravsky, empoigné par une foule en colère et jeté sans ménagement dans une benne à ordures. Le député tentera bien de se débattre, mais il restera un long moment au milieu des détritus. C'est dans ces instants que tu mesures l'énorme déficit organisationnel qui nous ronge, ici, en Algérie. Tu voudrais imiter les Ukrainiens, que tu te retrouverais aussitôt en face d'une montagne d'obstacles. D'abord, il faut trouver la benne à ordures. Des mairies en ont bien placé quelques-unes, grandes, solides et susceptibles même de recevoir plusieurs députés à la fois. Le rêve, quoi ! Sauf qu'à peine installées, ces bennes ont disparu. Des gorges profondes révèlent entre deux plis de glotte et un trémoussement de goitre de pélican qu'elles ont été volées. Par des vulcanisateurs. Qui en font des bains à bulles pour repérer les trous dans les chambres à air. Volées aussi par des récupérateurs de métaux en tous genres qui revendent à prix d'or ces bennes. Détournées également par des SDF qui transforment ces grandes bennes en abris de fortune. Et même lorsque ta colère contre ton député croise enfin une benne qui n'a pas été chipée, manque de bol ! Elle est pleine à ras bord. Une montagne d'immondices en déborde. Comment faire pour placer l'«élu de ton cœur» au sommet de cette colline ? Et en supposant que vous vous y mettiez à plusieurs, que vous arriviez à la force des bras et de la rage à le balancer tout en haut, gravité oblige, il en retombera aussitôt ! Hors de la benne, bien sûr. C'est pas d'jeu ! Parce que le truc, c'est que le député soit mis au fond de la poubelle, à la rigueur, à moitié de niveau de remplissage, jamais en surface, et surtout pas en hauteur. Vous le voyez comme moi, la gestion des bennes à ordures pose réellement problème en Algérie. Et je vous épargne la question du ramassage des détritus et des horaires de passage des cantonniers. Tu ne sais jamais quand tu peux balancer ton député ! C'est tout de même ballot de se retrouver avec un député sur les bras, prêt à être jeté dans la benne, limite consentant, mais sans la benne ! Parce que les services de ta commune auront procédé juste avant au levage-ramassage des ordures. Et n'auront donc toujours pas remis la benne à sa place. Je ne vois qu'une seule solution à ce casse-tête. Revoir complètement le système de collecte de nos ordures et la gestion de nos bennes. Je propose dans ce cadre, qu'un projet de loi en ce sens soit incessamment soumis aux… députés. En attendant ce grand moment parlementaire, fumons du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.